

Cette atmosphère de libéralisme a quelque peu changé suite à une croissance aiguë de l'investissement direct en même temps qu'une diminution de l'excédent au compte courant. Il en a résulté que le Ministère des finances a instauré, en juillet 1990, des méthodes plus serrées de sélection des investissements. Tout investissement de plus de 35 millions de \$ requiert maintenant d'avoir un certificat de validité. Ceci s'applique aussi aux entreprises conjointes évaluées à plus de 56 millions de \$ et dans laquelle la participation coréenne est de plus que 50 %. Il en va de même pour les investissements de plus de six millions de \$ et qui excèdent la valeur nette du capital de l'entreprise coréenne qui fait l'investissement. La limite des prêts que consent la Banque d'import-export de Corée a été baissée de 80 à 90 % de l'investissement à 60 à 80 %.

Les raisons

Les investisseurs coréens désirent contourner les barrières commerciales, accroître leur accès au marché, acquérir de nouvelles technologies et assurer l'approvisionnement en ressources naturelles. La volonté coréenne d'établir leurs propres marques de commerce a été handicapée par les restrictions commerciales imposées par les autres pays, mais les installations de production outre-mer peuvent contourner de pareilles barrières.

De plus, les Coréens pensent qu'ils doivent s'établir sur les marchés importants s'ils espèrent devenir des concurrents efficaces à l'avenir. Ils voudraient prendre plus d'importance sur le marché nord-américain et, dans ce sens, ils perçoivent l'importance qu'a pour eux l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis étant donné que cette accord leur permet de combiner l'accès aux ressources canadiennes et l'accès au marché des États-Unis.

Bien que les Coréens soient passés maîtres dans l'exploitation et la transformation des technologies des autres pays, ils tendent à rechercher les entreprises conjointes dans

lesquelles ils peuvent accéder à la technologie en échange de leur expertise de la manufacture. Ils s'intéressent de plus en plus aux entreprises conjointes sur de nouveaux marchés comme celui de l'Europe de l'Est.

Les acteurs

Vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, la plupart des IDE coréens se faisaient dans le secteur des ressources et étaient destinés à assurer à l'industrie coréenne un approvisionnement stable de matières premières telles que le charbon, le fer et les pâtes et papier. Ce genre d'investissement était pratiqué par les entreprises de plus grande taille qui avaient les moyens d'investir dans des projets à forte intensité capitaliste de ce type.

La plus importante partie de l'IDE coréen récent, cependant, s'est fait dans le secteur manufacturier. La majorité de cette partie est répartie sur les secteurs du textile, du vêtement et celui des chaussures. Cet intérêt pour le secteur manufacturier pourrait toutefois changer si les PME coréennes deviennent des investisseurs plus dynamiques. Pendant que les *chaebols* comme Daewo, Goldstar et Samsung s'intéressent au secteur manufacturier traditionnel, les PME, elles, dont les intérêts sont plus variés commencent à investir à l'étranger. L'investissement étranger direct de petites entreprises s'est accru de 50 % pour atteindre 70 millions de \$ durant le premier trimestre de 1990.

Les partenaires

La montée des coûts et du malaise ouvrier en Corée a conduit les entreprises à haut coefficient de main-d'oeuvre à déménager en Asie du Sud-Est. Pendant ce temps, à peu près 40 % du stock total d'investissement étranger direct est placé surtout en Amérique du Nord surtout dans le secteur manufacturier, 37 %, le secteur minier, 28 % et celui des activités commerciales 13 %.